



EC STAFF **HOT ISSUES**

The Association of Independent Officials

JUIN 2020

DANS CETTE EDITION

Récolte de matériel scolaire au profit de l'asbl Arc-en-Ciel – 5e édition !

Le covid-19 aura-t-il un impact sur la mise à jour des salaires et pensions en 2020 ?

Cour constitutionnelle allemande contre Cour de justice européenne: un crash de légitimités judiciaires avec des implications politiques et économiques

MFF, une épée de Damoclès sur notre statut

English vs Français ?

Pangolins à Bruxelles? Covid-19 et perte de biodiversité

Quiz !!!!!

Coronavirus – un effort de solidarité du personnel de la Commission Européenne

GRANDE RÉCOLTE DE MATÉRIEL SCOLAIRE

AU PROFIT D'ARC-EN-CIEL



QUOI ?

APPORTEZ DU MATÉRIEL **NEUF** OU DE **SECONDE MAIN DE BONNE QUALITÉ**

Ex. : MARQUEURS, STYLOS, TAILLE-CRAYONS, LATTES, CISEAUX, COLLE, CAHIER, COMPAS, PLUMIERS, CARTABLES...

POUR QUI ?

POUR LES ENFANTS DÉFAVORISÉS DANS VOTRE RÉGION

QUAND ?

DU 1ER AU 31 JUILLET 2020

OÙ ?

À LA CIACO À LLN
DANS LES MAGASINS FOX & CIE
ET TAPE À L'OEIL

IMPOSSIBLE DE VOUS DÉPLACER ?

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON À ARC-EN-CIEL SUR LE COMPTE BE47 6300 1268 0080
AVEC LA COMMUNICATION « DON RÉCOLTE MATÉRIEL SCOLAIRE »

Plus d'info sur www.arc-en-ciel.be





GRANDE RÉCOLTE DE MATÉRIEL SCOLAIRE

TAO-AFI, fidèle à ses traditions, revient vers vous avec cette nouvelle édition de récolte de matériel scolaire pour les enfants et jeunes défavorisés.

Cette année, à cause du contexte actuel, le format change légèrement, mais le principe et l'utilité de la campagne restent inchangés.

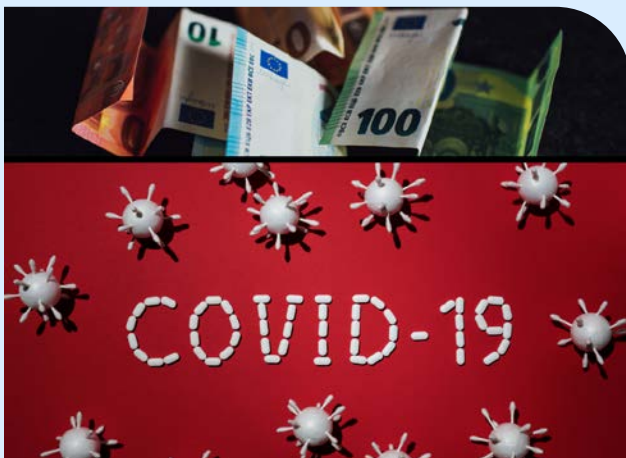
Comment participer ?

L'asbl « [Arc-en-ciel](#) » recherche du matériel scolaire neuf ou de seconde main en bon état : lattes, crayons, cahiers, cartables, compas, etc.

Vous pouvez déposer vos dons chez nos partenaires :

- La [papeterie Ciaco à Louvain-la-Neuve](#) recevra vos dons **du 15 juin au 31 juillet**. Il est également possible d'acheter des packs scolaires neufs d'une valeur de 3 à 50€ qui seront remis à Arc-en-Ciel à la fin de la récolte.
- Les magasins [Fox & Compagnie](#) et [Tape à l'Œil](#), présents à Bruxelles et en Wallonie, recueilleront les dons **du 1er juillet au 31 juillet**.
- Impossible de vous déplacer ? Vous pouvez **faire un don** à Arc-en-Ciel sur le compte : **BE47 6300 1268 0080** avec la communication « Don Récolte matériel scolaire ».

 Un tout grand merci comme toujours pour votre précieux soutien !



LE COVID-19 AURA-T-IL UN IMPACT SUR L'INDEXATION DE NOS SALAIRES ET PENSIONS EN 2020?

Une autre conséquence de la pandémie de Covid-19 pourrait être celle d'impacter l'index et la parité de nos salaires et pensions avec ceux des administrations publiques nationales.

En fin d'année, il aurait du y avoir une mise à jour semblable à celle de l'année dernière, mais, la chute du PIB EU sera supérieure à 3% et donc la clause d'exception sera à considérer: pas

d'adaptation salariale complète fin 2020 (l'index Bruxelles-Luxembourg pourrait être maintenu) et il y aurait un report de l'adaptation manquante en 2021 ou 2022 en fonction de la remontée du PIB.

Pour l'instant il s'agit simplement d'une hypothèse, la situation étant fluide.

 [Lien](#) vers toutes les communications TAO-AFI au sujet de la crise sanitaire Covid-19



COUR CONSTITUTIONNELLE ALLEMANDE CONTRE COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE: UN CRASH DE LÉGITIMITÉS JUDICIAIRES AVEC DES IMPLICATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Le 5 Mai 2020, la Cour constitutionnelle Allemande a statué que la Bundesbank ne pouvait pas participer au programme de rachat d'obligations souveraines mené par la Banque centrale Européenne (BCE). Dans la pratique, les programmes « d'assouplissements quantitatifs » sont des programmes anti-crise pour soutenir l'économie des EM de l'UE dont les niveaux de déficit et de dettes sont particulièrement élevés. Cependant, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avait statué en sens inverse dans un contexte similaire en décembre 2018.

En effet, la CJUE a jugé que la BCE n'agissait pas de manière illégale, n'outrepassait pas son mandat qui se limite en principe à la stabilité des prix.

Avant, il y avait toute une série de signaux calculés par la Cour constitutionnelle allemande. Actuellement, cet arrêté allemand est fondamental dans le contexte de l'énorme crise financière causé par la crise du Coronavirus en Europe. La situation financière de certains EM était déjà fragile avant la crise du Covid-19 et une partie ont soufferts de manière disproportionnée. Le niveau d'endettement a augmenté de façon exponentielle à un point insoutenable pour les investisseurs internationaux, surtout en l'absence des achats massifs d'obligations de la BCE dans la zone euro. La question est de savoir qui va payer, dans quelles proportions et sous quelles modalités, l'énorme facture des dépenses publiques récentes de l'UE. Dans quelle mesure les pays comme l'Allemagne et la Hollande devront soutenir les pays plus endettés tels l'Italie et l'Espagne à travers la BCE. En même temps, les pays dits « riches » de l'UE profitent des marchés ouverts des pays « pauvres » et ce avec une monnaie commune « euro » bien plus faible. Mais les programmes de grands moyens de la BCE

pour sauver l'économie de la zone euro crée aussi des gagnants et des perdants. Les perdants de la stratégie de la BCE et les effets du taux d'intérêt zéro incluent les épargnants allemands (et autres pays de l'UE) qui s'y opposent, à travers la Cour et les élus politiques et représentants commerciaux. Surtout, l'arrêt allemand teste les limites de solidarité entre pays de l'UE dans un contexte fragile où le commerce transfrontalier, qui constitue la base du projet européen, n'était pas optimale, du moins ces dernières semaines et à un moment où justement il était le plus nécessaire. Pourquoi ? Pour acheminer vers les pays de l'UE le matériel médical nécessaire pour lutter contre la pandémie du Coronavirus.

Il reste à voir si la Commission européenne osera entamer une procédure d'infraction contre l'Allemagne suite à la décision de la Cour constitutionnelle allemande afin de restaurer la crédibilité et suprématie du système juridique de l'UE. Si la Commission intervient, nous verrons si ce dossier atteindra le niveau de la Cour de justice européenne ou si, comme beaucoup d'autres dossier de même ampleur politique, sera simplement vu comme un beau geste politique. Une révision des traités de l'UE est généralement la réponse donnée par l'UE à ces questions existentielles.

L'effondrement de légitimité de la Cour et des juridictions des institutions de l'UE est un signe qu'il existe certaines limites au processus d'intégration de l'UE parce que le « coûte que coûte » n'est pas toujours accepté, du moins pas sans conditions. La question est de savoir quel niveau de solidarité l'EU peut-elle tolérer comme projet politique quasi fédéral ? De même, la solidarité Nord-Sud est également débattue dans les discussions actuelles sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027.

Il semblerait que le budget de l'UE pour les 7 années à venir soit très importante pour les collectivités éloignées de la fonction publique européenne.



MFF, UNE ÉPÉE DE DAMOCLÈS SUR NOTRE STATUT

Le Conseil européen extraordinaire consacré au budget 2021-2027 de l'Union européenne s'est terminé sans accord. Les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont pas été capables de dépasser leurs divergences.

Tout l'enjeu consiste à réunir les 1095 milliards d'euros formulés dans la proposition chiffrée du président du conseil européen, tout en tenant compte de la perte de la part britannique, soit 60 à 75 milliards d'euros. Dès lors, deux blocs se font face : il y a ceux, comme la Grèce, ou l'Espagne, qui voudraient augmenter la dépense. Et il y a ceux qui préfèrent serrer la ceinture, ceux qu'on

surnomme en anglais [les "Frugal Four"](#), les quatre plus gros contributeurs nets par habitants - La Suède, le Danemark, les Pays-Bas et l'Autriche. Ils défendent une enveloppe stable à 1% du Revenu national brut (RNB) européen.

Le projet de la présidence prévoyait des coupes au budget de fonctionnement des institutions (chapitre 7).

Le personnel ne peut pas vivre dans une situation où tous les 7 ans, lorsque le budget multi annuel est adopté, il faut faire une réforme administrative.

Les institutions européennes doivent respecter la légitime confiance du personnel. On ne peut pas changer tout le temps les conditions de travail, même si la notion de droits acquis n'est pas absolue.

Le prochain sommet européen sur le budget est annoncé pour le mois de juin prochain.

🌐 La TAO-AFI avec les OSP de l'Alliance vont mobiliser le personnel pour cette échéance.



ENGLISH VERSUS FRANÇAIS

Il y a quelques mois, un groupe de fonctionnaires européens a adressé une lettre à la Présidente Mme Von der Leyen pour défendre l'usage du français au sein de la Commission européenne.

A notre niveau, nous recevons régulièrement des messages de mécontentement de collègues de la Commission concernant l'équilibre entre les 3 langues de travail en vigueur, et en particulier la quasi disparition du français des documents internes.

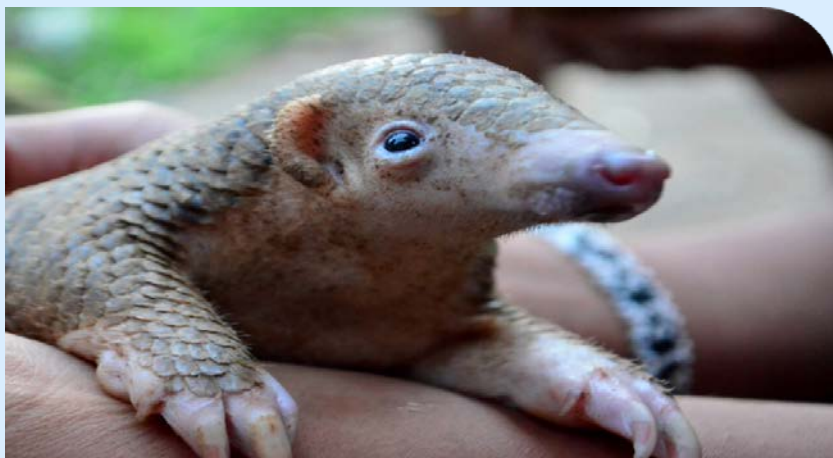
Les publications postées sur les versions FR et DE du portail MyIntracomm sont presque exclusivement écrites en anglais comme si elles ne s'adressaient qu'aux collègues anglophones.

La Commission a oublié peut-être que les langues de travail ont toujours été, et le sont encore, le français, l'anglais et l'allemand ? En outre, la plupart des services de la Commission ont leur siège en Belgique dont les langues officielles sont le français, le néerlandais et l'allemand et non l'anglais...

Beaucoup de documents de travail, comme les modèles de pièces contractuelles et financières mises

à disposition des services sur BUDGWEB ne sont par exemple disponibles qu'en anglais, comme si tous les contractants avec lesquels nous travaillons étaient anglophones.... Mais cette situation devient particulièrement choquante lorsqu'il s'agit d'informations relatives à la sécurité du personnel, comme celles publiées chaque jour concernant le Coronavirus. Un grand nombre de nos collègues ne maîtrisant pas cette langue sont, de fait, discriminés par cette approche.

🌐 La **TAO-AFI** qui représente et défend les intérêts de tout le personnel compte soulever cette question auprès des organes compétents.



PANGOLINS À BRUXELLES ? COVID-19 ET LA PERTE DE BIODIVERSITÉ

Premièrement, le Covid-19 n'est pas une création criminelle de laboratoire, et tout le monde à un nouveau mot dans la bouche : les pangolins.

Jeune garçon, Georges Dian Balan avait pris l'habitude de visiter le musée d'histoire naturelle d'Antipas avec son père. Lors d'une visite, il se souvient avoir passé plus de deux heures à contempler sous tous les angles un pangolin. C'est à la suite de cette visite que son papa a remporté le prix du meilleur papa de l'année.

Ce pangolin, recouvert d'écailles le fascinait. Personne ne pouvait prévoir à ce moment-là que les pangolins seraient mis sous projecteurs d'une pandémie. Si le Covid-19 n'est pas une invention malveillante de laboratoire, il s'agit alors sans doutes d'une cause due à la perte de biodiversité.

Les pangolins sont les mammifères les plus commercialisés illégalement dans le monde. Ils sont essentiels aux écosystèmes, car ils maintiennent les fourmis et termites sous contrôle. Les pangolins font partie des cascades trophiques. Retirez-les et les répercussions peuvent être désastreuses.

La viande de brousse à Bruxelles ? Bruxelles dites-vous ? Et oui, en effet. L'aéroport de Bruxelles est au cœur du commerce illégal d'espèces sauvages où des tonnes de viande illégale, y compris de pangolins, arrivent à Bruxelles chaque année, en transit ou destination finale. (<https://www.brusselstimes.com/all-news/belgium-all-news/81690/huge-quantities-of-bush-meat-pass-through-brussels-airport-each-year/>).

Deuxièmement, le Covid-19 peut également être une réponse naturelle normale à l'augmentation

excessive d'une espèce, au détriment désastreux des autres. En effet, les épidémies d'anthrax dans le parc national Kruger, qui surviennent tous les 10 à 20 ans, sont des champignons qui ciblent les fourmis et les coléoptères qui remplissent des fonctions similaires. Ensemble, ils font partie du cercle de la vie. En gardant certaines espèces sous contrôle, d'autres peuvent se développer. Ceci renforce la biodiversité.

Troisièmement, qu'il s'agisse d'un phénomène naturel ou d'une création de laboratoire, le Covid-19 a changé le monde. Ironiquement, cette pandémie s'est également présentée comme une opportunité. En tenant les humains à distance, la nature a pu respirer. Les émissions de dioxyde de carbone ont été plus faibles, du coup les niveaux de pollution ont baissé. (<https://www.youtube.com/watch?v=mZmFWcPegGk>). Cependant, la biodiversité ne se rétablit pas du jour au lendemain. La nature a besoin de temps pour se remettre. (<https://www.nationalgeographic.com/animals/2020/03/coronavirus-pandemic-fake-animal-viral-social-media-posts/>).

Quatrièmement, le Covid-19 a également permis un moment de réflexion. Qui, durant cette période, n'a pas pris du recul pour essayer de comprendre comment on en était arrivé là ? En vivant confinés dans des cages en ville, on peut mieux comprendre ce que d'autres âmes peuvent ressentir derrière les barreaux.

La Haute Cour d'Islamabad, par exemple, vient de confirmer les droits des animaux non humains et a ordonné la remise au sanctuaire d'un éléphant d'Asie détenu à l'isolement dans un zoo (<https://finance.yahoo.com/amhtml/news/islamabad-high-court-recognizes-rights-235938432.html>).

Les gens ont commandé plus de fleurs, car ils ont pris conscience que la nature est importante pour notre propre santé mentale (<https://metro.co.uk/2020/04/25/people-lockdown-realising-just-important-nature-mental-health-12604652/>).

Pour finir, la pandémie a entraîné avec elle une onde de choc économique. La conservation des milieux naturels n'a jamais été une priorité et les ressources sont insuffisantes. Maintenant, ils sont devenus encore plus faibles. Les salaires des gardes forestiers et des guides ne peuvent plus être payés. La biodiversité est menacée comme jamais auparavant.

Et vous, quelles leçons en avez-vous tirées ?

George Dian Balan, l'expert biodiversité de TAO-AFI





QUIZ !!! TENTEZ DE GAGNER UN BON D'ACHAT D'UNE VALEUR DE 35€ CHEZ FILIGRANES

La Cour Constitutionnelle allemande vient de lancer un ultimatum à la BCE pour justifier des achats massifs de titres souverains. A défaut, la Bundesbank ne pourrait plus y participer. Combien de temps à la BCE pour se justifier ?

- A. Six mois
- B. 90 jours
- C. Trois mois maximum
- D. Deux mois

 Envoyez-nous vos réponses [ICI](#) au plus tard le 26 Juin 2020.

Tirage au sort lundi 29 Juin. **Bonne chance !**



CORONAVIRUS – UN EFFORT DE SOLIDARITÉ DU PERSONNEL DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Le 21 Avril 2020, nous appelions l'ensemble du personnel de la Commission européenne à participer à une campagne au niveau institutionnel en contribuant à hauteur de 3% de nos salaires à la lutte contre le Coronavirus dans les 4 états membres les plus durement touchés : l'Italie, L'Espagne, la France et la Belgique.

Cette campagne est toujours d'actualité. Toutes les infos sont disponibles sur notre page web dédiée [ICI](#)

Merci encore pour votre contribution.

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires.

Notre travail vous concerne. Nous sommes là pour vous !



Your TAO-AFI team :

Raúl Trujillo Herrera, Rosario De Simone

Marco De Stefano, Andres Font Galarza

Juan Luis Barbolla Casas, José Bellod

Gillian More, Cristina Perret, Chloé Matagne

JOIN TAO-AFI, THE INDEPENDENTS, TO REINFORCE THE STAFF'S ACTIONS AND TO BE INFORMED OF YOUR RIGHTS!

KEEP THE INDEPENDENT SPIRIT UP!

J-70 – Office 01/208 – Phone : 62589 – Email : osp-tao-afi@ec.europa.eu

www.tao-afi.eu

